

La démocratie de façade

Tribune - Edito - 11/05/18

Madagascar connaît la cinquième crise politique violente de son histoire depuis le retour à l'Indépendance. Chacune d'elle, depuis 1972 jusqu'à celle qui a débuté en avril 2018, s'est fondée sur des revendications liées directement ou indirectement à la démocratie et à ses corollaires : élections « propres », et libertés d'expression, de manifestation, de réunion etc.

Protestations contre l'arrestation d'étudiants grévistes en 1972, demande de changement de Constitution en 1991, revendications pour des résultats d'élection sans fraude en 2002, exigence de réouverture d'une station de télévision fermée par le pouvoir en 2009, et rejet du passage en force d'une loi électorale en 2018 : telles ont été les thématiques officielles, mais qui ont quelquefois caché des raisons moins glorieuses. Les revendications officielles qui unissent régulièrement les opposants à une partie de la population montrent que les Malgaches connaissent les grands principes de la démocratie, fondés sur les droits politiques et libertés civiques. Ils savent donc percevoir quand ces principes sont violés, et sont attentifs aux sollicitations de l'opposition lorsque la coupe est pleine. Le contexte socio-économique et la culture politique forment des facteurs aggravants propices à la manipulation par les leaders de l'opposition, et contribuent au moule crisogène.

Du côté des dirigeants qui se sont succédé, on note également des discours qui attestent d'une bonne connaissance des principes de la démocratie, dont tous les Chefs d'Etat malgaches se sont prévalus d'être les défenseurs. Toutefois, ni la République démocratique de Didier Ratsiraka, ni les mandats de Marc Ravalomanana, Andry Rajoelina et Hery Rajaonarimampianina n'ont été entièrement respectueux de leurs engagements dans ce domaine ainsi que dans celui de l'état de Droit, qui est un pilier de la démocratie.

Albert Zafy sera l'exception qui confirmera la règle que les dirigeants malgaches n'hésitent jamais à faire usage de violence symbolique ou physique pour intimider ceux dont les voix résonnaient de façon trop discordante au culte de leur personnalité : passage de lois à leur avantage, manipulations de résultats électoraux, procès inévitables contre les opposants, mises en demeure ou fermeture de médias, NOTAM pour empêcher des opposants de prendre l'avion, tracasseries administratives ou juridiques contre les activités professionnelles des opposants, interdictions ou perturbations par des casseurs des meetings de l'opposition etc.

Du côté des opposants, le bilan n'est pas plus réjouissant. Les leaders de l'opposition sont devenus spécialistes de la mobilisation et de la manipulation des foules. Celles-ci sont donc devenues un moyen de pression sur les gouvernants afin de les acculer à obtempérer. Madagascar est donc un terrain d'étude privilégié de ce qu'est l'ochlocratie, défini comme le gouvernement par la foule, « dégénérescence de la démocratie » selon Jean-Jacques Rousseau, et terrain propice à l'apparition des démagogues selon Aristote.

Dérapages sous de nobles prétextes.



Dans la mesure où l'aspect quantitatif est important pour convaincre de l'adhésion du plus grand nombre aux manifestations, et donc aux revendications, les opposants font donc montre d'ingéniosité malsaine pour grossir le nombre de manifestants. Une des techniques récurrentes est le tour des ministères, des entreprises et même des établissements scolaires. Les dirigeants des manifestations de 2018 ont tenté de présenter une image politiquement correcte au début de leur mouvement, et prétendu que les employés étaient libres ou non de rejoindre la grève. Toutefois, les témoignages et preuves se sont multipliés très rapidement sur les médias sociaux afin de démontrer la réalité des coercitions et

intimidations. En outre, dans un contexte « révolutionnaire » où la discipline se délite et le refus de l'autorité passe pour qualité, on voit apparaître des comportements rebelles tels que ceux de jeunes élèves qui n'ont à avoir avec le mouvement du 13 mai, mais qui veulent profiter à leur manière de l'ambiance.

A Madagascar, la bonne connaissance théorique des principes de la démocratie ne se reflète donc pas dans la pratique, et les dirigeants et les opposants en sont responsables, de manière égale, même si ce n'est pas avec la même intensité. Bien entendu, l'utilisation de juridisme à outrance permet aux dirigeants de justifier leurs excès en tirant prétexte de la lettre de la loi, en oubliant de préciser la manipulation sournoise qu'ils font de sa lettre, Et du côté des opposants, la manipulation de foules au nom de la lutte pour la démocratie ouvre la porte à tous les excès et abus d'une pensée unique érigée au nom d'un « *vahoaka* » (peuple) souverain, entité imprécise mais dont tout le monde se prévaut.

Au nom du *vahoaka* sur les places publiques de la Capitale et des grandes villes, les députés demandent la démission du Président Rajaonarimampianina. Au nom du *vahoaka* qui l'a élu, l'intéressé refuse de démissionner. En définitive, le *vahoaka* lui-même semble donc ne pas vraiment savoir ce qu'il veut, à l'image d'une démocratie de façade en perpétuelle quête d'identité à Madagascar.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/La-democratie-de-facade,23816.html>